

Parlement dissous en Italie : faites vos jeux ! Salvini, Meloni ou un autre mondialiste aux manettes ?

écrit par Christine Tasin | 22 juillet 2022





Illustration : Salvini et Meloni en plein conciliabule à l'Assemblée au moment de la démission de Draghi.

Les Italiens vont donc ENFIN retourner aux urnes.

Mattarella a bien été obligé de dissoudre le Parlement puisque il manquait à Draghi le soutien des 3 formations les plus importantes au Parlement, celui des populistes du Mouvement 5 Etoiles de Conde, celui de Forza Italia de Berlusconi et celui de la Lega de Salvini. Ces 3 partis se sont simplement abstenus pendant le vote de confiance accordé à Draghi. Cela a suffi à faire tomber le gouvernement. Chacun de ces 3 partis a sans doute vu là l'occasion de rebattre les cartes et de mener une autre coalition... suite à de nouvelles élections législatives.

Il faut dire que les Italiens ont été scandaleusement privés d'urnes depuis des lustres, à cause des coalitions, des alliances entre la carpe et le lapin qui se succèdent depuis

la démission de Salvini en 2019, qui espérait des élections dont ses ennemis de gauche et de droite le priveront...

Il finira pas revenir en politique en soutenant le gouvernement Draghi en 2021, ce qu'il n'a pas fait de mieux ! Ce qui explique sans doute la montée de *Fratelli d'Italia*... qui a dépassé la *Lega*, le parti de Salvini au premier tour des élections municipales de juin dernier. Les journalistes en chœur de répéter : *Salvini s'est fait dépasser sur sa droite* ! Et il est second, derrière Meloni, dans 22 des 26 plus grandes communes ! Même le fief historique de la Ligue, le Nord de l'Italie, a mis *Fratelli d'Italia* devant Salvini !

Mais l'accord de Salvini et Fratelli s'ils sont intelligents et efficaces, s'ils ne se bouffent pas le nez, pourrait peut-être changer les choses et donner aux "conservateurs" le pouvoir en Italie, même s'ils devront sans doute à nouveau faire partie d'une coalition avec *Forza Italia* de Berlusconi.

Les 3 partis sont plus ou moins d'accord pour la souveraineté du peuple italien, la lutte contre l'immigration et la préservation des traditions nationales, bien qu'à des degrés divers, et tout cela déplaît souverainement à Der Leyen, Biden, Sshwab et toute la clique,

Inutile de dire que tous ceux qui pèsent sont déjà en train de manoeuvrer pour faire échouer la majorité absolue d'une droite souverainiste en Italie. Un Orban de plus, c'est trop, infiniment trop !

Les grandes manoeuvres, c'est parti ! Et ça va durer au moins jusqu'au 25 septembre, date des prochaines élections.

Handicap pour les souverainistes, mais aussi pour les mondialistes, le délai extrêmement court pour préparer ces législatives, en pleine période estivale :

[...]

Un délai extrêmement serré donc pour que le nouveau gouvernement, qui sera issu des urnes puisse – en deux mois à peine – boucler la loi budgétaire pour 2023, et éviter l'infamie de la loi provisoire qui empêcherait l'État d'engager des dépenses autres que celles relatives à son fonctionnement. Car si le Parlement nouvellement élu n'avait pas de majorité claire, la constitution du nouveau gouvernement pourrait prendre plusieurs semaines, et ne pas arriver avant fin octobre.

Le 25 septembre offre un délai à la fois long et très court. Car avec le dépôt des symboles des partis au plus tard le 14 août, celui du nom des candidats avec les signatures avant le 22 août, la campagne électorale s'annonce brève. D'autant que les vacances estivales commencent à peine, une période peu propice à l'intérêt des vacanciers pour la politique : **ainsi en trois semaines tout au plus, les candidats devront se présenter à leurs électeurs et les débats de fond devront être posés. Des conditions qui risquent fort de polariser radicalement une campagne qui commence déjà à couteaux tirés, après dix-sept mois de cohabitation douloureuse entre des forces politiques qui ne partagent rien.**

Mario Draghi venait à peine de constater sa défaite que la campagne commençait. **Avec l'entrée en fanfare de Giorgia Meloni, la leader de Fratelli Italia, la seule dans l'opposition, que les sondages désignent comme première force politique du pays, et qui hier triomphait** : « Les seuls gouvernements qui fonctionnent sont ceux qui ont une majorité cohérente avec une vision partagée. C'est ce que nous avons toujours affirmé et, malheureusement, l'histoire nous a donné raison ».

Campagne qui a aussi démarré avec son premier acte, la désignation des responsables de la chute du gouvernement italien le plus estimé depuis longtemps. Même si « pour ne pas

laisser leurs empreintes digitales sur l'arme du Draghicide », comme le résumaient hier les commentateurs, un crime qui pourrait leur coûter cher au moment du vote, les deux leaders populistes avaient pris soin de ne pas voter. Matteo Salvini lui-même, pour ne pas s'exposer, avait fait exprimer la position de la Ligue par un autre sénateur. Et chacun d'accuser l'autre du crime. Mais de facto, la séquence des derniers jours est très claire : c'est le leader du M5S, Giuseppe Conte, qui a appuyé sur le détonateur en s'abstenant le premier de voter le plan d'aides de 23 milliards le 14 juillet, le premier à se détacher de la majorité. Et c'est la droite de gouvernement qui le 20 juillet portait le coup de grâce en imposant des exigences inacceptables pour Mario Draghi, dont un changement radical de programme, et en refusant de lui voter la confiance.

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/italie-mario-draghi-a-remis-sa-demission-au-president-20220721>